

1. Après (10 juin 1967)

Nous venons de vivre quelques journées folles où les sentiments les plus contradictoires se sont mêlés. Angoisse très réelle devant des menaces d'anéantissement très réelles, accompagnées d'appels à la guerre sainte, même si la force militaire des États arabes ne les justifiait pas ; espoir de revanche chez les aigris de l'O.A.S., les vaincus de la guerre d'Algérie, qui comptaient sur les Israéliens pour les venger. Deux phénomènes essentiels ont, je crois, marqué ces journées. Dans les milieux de confession ou de tradition juives nombreux sont ceux, j'en suis, qui souhaiteraient pouvoir un jour parler d'un conflit entre Israël et ses voisins avec autant d'objectivité que d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan. Nombreux sont ceux qu'exaspère la prétention d'Israël à monopoliser, si j'ose dire, le capital d'Auschwitz et de Treblinka. Ils savent que les peuples arabes ne sont pas responsables de ces crimes, mais ils savent aussi que certains dirigeants arabes utilisent d'anciens exterminateurs nazis. Nombreux sont ceux qui voudraient considérer Israël comme ce qu'il devait être, selon le rêve sioniste, un État enfin « comme les autres ». Cela n'est pas possible pour l'instant, à la fois parce que la guerre mondiale est trop proche et parce que les ennemis d'Israël mettent en cause non sa politique mais son existence. Or attaquer violemment la politique française, le gouvernement français, ne signifie pas mettre en cause l'existence de la France en tant que communauté nationale.

Par ailleurs, en ces quelques jours, l'Europe s'est en quelque sorte déchargée de sa culpabilité collective dans le drame de la Seconde Guerre mondiale et, plus lointainement, dans les persécutions qui, des

pogroms de Russie à l'affaire Dreyfus, ont précisément donné naissance au sionisme. Au sein de l'Europe, les Juifs se voyaient enfin vengés sur le dos des Arabes, hélas ! de l'accusation tragique et stupide : s'être laissé conduire à la mort « comme des moutons ».

Il est temps maintenant de réapprendre à raisonner, de rompre brutalement cette union sacrée qui a paru réunir tant d'Européens, juifs ou non, de l'extrême droite à l'extrême gauche, comme en 1914 de Maurras à Léon Jouhaux. Et, soit dit en passant, l'historien que je suis a enfin compris, non plus intellectuellement mais physiquement, ce qu'ont été les journées de juillet-août 1914 à Paris ou à Berlin.

Chacun l'admettra, la guerre n'a rien résolu et ne résoudra rien. On peut concevoir d'utiles modalités techniques qui empêchent un pareil « accident » de se reproduire, par exemple une décision prise par l'O.N.U. tout entière d'installer des « casques bleus » des deux côtés des frontières d'Israël, mais cet expédient lui-même ne tranchera pas le problème au fond.

Comment se pose-t-il ? Le sionisme est un nationalisme né au XIX^e siècle à partir d'une aspiration religieuse deux fois millénaire au retour à Jérusalem — la *terre sainte* n'est pas une notion plus rationnelle que la *guerre sainte* — et qui a conduit un groupe d'hommes persécutés à revendiquer une terre effectivement occupée par d'autres, les Arabes, qui connaissaient au début de ce siècle un réveil de la conscience nationale. Mouvement européen dirigé par des hommes qu'on accusait d'être des sans patrie, le sionisme s'est développé dans une ignorance à peu près complète, très explicable mais tragique, des sentiments des habitants du pays revendiqué, les Arabes de Palestine. Ceux-ci ont quitté leur terre dans des conditions sur lesquelles on discute et discutera toujours mais auxquelles des épisodes affreux comme le

massacre de Deir-Yassin¹ n'ont certainement pas été étrangers. Il n'est que trop vrai que les gouvernements arabes de l'Organisation internationale n'ont pas vraiment cherché à réintégrer ces réfugiés et qu'Israël a accueilli un nombre presque équivalent de Juifs originaires des pays arabes, mais cela ne supprime pas le problème. Dans la poche de Gaza, dans la Cisjordanie annexée en 1950 par le roi Abdallah, plus d'un million d'êtres humains sont à la recherche d'une patrie à laquelle ils ont droit.

Ces Arabes de Palestine sont intégrés à un immense mouvement qui caractérise notre époque, celui des « damnés de la terre », mouvement dont F. Fanon a décrit le signe essentiel : refus exaspéré, sanglant, des valeurs de l'Occident, qui n'ont guère été pour eux que le corollaire de l'humiliation, du mépris, de la domination.

Israël est devenu à leurs yeux, bien involontairement, le symbole même de cette humiliation, et c'est ce qui conduit les peuples arabes à se créer des armées alimentées par l'aide intéressée des grandes puissances développées (U.R.S.S. comprise) alors que tous les problèmes de leur développement sont à poser et que le développement passe par l'adoption de certaines valeurs occidentales, héritières à tant d'égards du « miracle arabe » du Moyen Age.

Israël et les pays arabes sont, en un sens, deux sociétés antagonistes et symétriques.

L'adoption des valeurs occidentales s'accompagne en Israël d'un exclusivisme à coloration ethnico-religieuse : un Juif converti ne peut pas bénéficier de

1. Allusion à l'opération organisée par l'Irgoun (dirigée par M. Begin) et le Lehi (groupe Stern) contre un village arabe dans la banlieue de Jérusalem, la nuit du 9 au 10 avril 1948. Plus de deux cent cinquante personnes, y compris de nombreux enfants, furent massacrées. Cet acte de terreur, désavoué à l'époque par les autorités sionistes officielles, est régulièrement présenté aujourd'hui par les dirigeants israéliens et leurs porte-parole comme une banale opération militaire qui fit accidentellement, à cause d'une résistance inattendue, des victimes civiles.

la « loi du retour », un mariage mixte ne peut être conclu qu'à l'étranger, les citoyens arabes ne participent pas vraiment à la vie nationale.

Dans les pays arabo-musulmans, même intransigeance vis-à-vis des minorités : non seulement les Juifs ont dû partir, mais « l'histoire des Kurdes pendant les quarante dernières années — sans parler aujourd'hui du Soudan et du Yémen — a tout du martyrologe. Massacres, incendies de villages et de récoltes, viols, pillages, en forment la trame » (Maxime Rodinson)². En Algérie, depuis la loi sur la nationalité de 1963, seul un homme né en Algérie et de statut musulman est citoyen de plein droit.

Les Arabes viennent de connaître une terrible défaite, un Sedan qui sera ressenti par des dizaines de millions d'entre eux et, au-delà, par le « tiers monde » et la Chine, où la Révolution culturelle achève de rendre chinoise cette création occidentale par excellence qu'est le marxisme.

Les conséquences d'une victoire arabe eussent été sans aucun doute épouvantables. Les conséquences de leur défaite par la jeune armée citoyenne d'Israël risquent à long terme de ne l'être pas moins.

En Israël, la parade militaro-religieuse qui a accompagné la reprise du Mur des lamentations et qui, si compréhensible soit-elle, choquera, je l'espère, des croyants aussi bien que des athées, les revendications territoriales qui se font jour, la présence au sein du gouvernement de l'ancien chef terroriste Menahem Begin en disent long sur le chauvinisme qui risque de croître encore demain. Ou peut-on espérer qu'Israël sera désormais libéré de son complexe d'encerclement ?

Dans les pays arabes, l'humiliation sera ressentie par tous et elle est grosse de dangers.

Il est évident que seul un règlement d'ensemble impliquant à la fois la reconnaissance d'Israël par les

2. *France-Observateur*, 22 août 1962.

États arabes et une satisfaction des aspirations nationales des Arabes de Palestine peut prévenir ou retarder la catastrophe. Mais le drame est qu'il est clair, parce qu'il s'agit précisément d'un pays développé, que c'est à Israël vainqueur de faire les concessions majeures, et très précisément à la gauche israélienne de donner le signal de la réconciliation, je veux dire d'offrir aux Arabes, ceux d'Israël et ceux de l'extérieur, les mots et les propositions concrètes qui feront qu'enfin ceux-ci admettront de vivre avec Israël. R. J. Zwi Werblowsky, doyen de la faculté des humanités de l'université hébraïque de Jérusalem, exprime admirablement dans le numéro spécial que *Les Temps modernes*³ viennent après tant d'efforts de consacrer au conflit israélo-arabe, les difficultés de cet appel : « Avant que les Israéliens se permettent d'exprimer un tel espoir, ils devraient peut-être se défaire de leur égocentrisme et comprendre l'énormité de ce qu'ils souhaitent. Que cette demande soit acceptée ne dépend pas d'Israël, mais qu'elle soit rendue acceptable est en partie tout au moins de sa responsabilité. »

On ajoutera que les conditions sociales d'un tel dialogue sont en partie réunies : la majorité de la population d'Israël appartient maintenant au « tiers monde ». Beaucoup se sentent non pas Juifs mais Israéliens. La rupture d'Israël avec ses origines sionistes est, en ce sens, en marche⁴.

Mais beaucoup aussi dépend de la gauche arabe et notamment des intellectuels arabes, auxquels nous unissent les souvenirs de la lutte menée contre la guerre d'Algérie. Il est tragique d'apprendre que pratiquement aucun ouvrage sérieux sur Israël n'a été publié à Damas, au Caire, à Beyrouth ou même à Tunis.

3. « Israël et Eretz Israël », *Les Temps modernes*, n° 253 bis (1967), p. 393.

4. Le moins que l'on puisse dire est que cette affirmation n'a pas été vérifiée.

Maxime Rodinson montrait récemment que « la situation des masses juives de l'État sioniste est particulièrement inconfortable. Des propositions constructives autres que leur élimination pure et simple par la violence pourraient avoir un vaste retentissement sur elles et, jointes à des facteurs de politique extérieure, déterminer une pression sur les gouvernants pour des contre-propositions de compromis. Dès lors, la négociation peut acquérir une dynamique propre⁵ ».

La « guerre révolutionnaire », dont beaucoup parlent aujourd'hui, est sans avenir dans la mesure où seule la population arabe d'Israël, qui n'est qu'une minorité, pourrait fournir, sur place, son terrain. Israël n'est ni le Cuba de Batista, ni la Bolivie du général Barrientos, ni le Vietnam du général Ky, ni l'Algérie de M. Robert Lacoste.

Le plus extraordinaire est que tout le monde connaît ou à peu près ce que pourraient être les conditions d'un règlement pacifique. Le fait national israélien et le fait national palestinien étant l'un et l'autre acquis, il reste toutefois chimérique d'espérer faire coexister Israéliens et Arabes au sein d'un même État. La différence de niveau de développement est telle que les masses arabes deviendraient les prolétaires des Israéliens et que le conflit de classes aggraverait le conflit national. C'est pour le coup que la « nouvelle Sion » deviendrait, suivant l'expression de Jacques Berque, « une nouvelle Mitidja ». Au contraire la création envisagée par l'O.N.U. d'un État palestinien arabe à partir de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, État dont les frontières seront précisées en fonction de l'évolution du royaume hachémite, est parfaitement réalisable. La République israélienne, avec les cadres techniques qu'elle a formés, pourrait, sans colonialisme, contribuer de façon majeure à son développement. Les grandes puissances

5. « Israël, une lutte de libération nationale ? », *Partisans*, 21 (juin-août 1965), p. 39.

industrielles qui se partagent la domination du monde auraient un intérêt égal à organiser ce développement. Ainsi apparaîtraient les conditions de cette reconnaissance, par les États arabes, de l'État créé par la communauté nationale juive israélienne, ce qui est la seule chose que puissent demander les Israéliens.

Les nationalistes arabes comprendront-ils ce que nous tentons de leur dire sans « paternalisme » ou « fraternalisme » : que leur mouvement charrie le meilleur et le pire, qu'il peut déboucher sur la renaissance comme sur une sorte de fascisme et que la renaissance suppose la prise de conscience du réel ?

2. Réflexions en marge d'une tragédie (1970)

Le mouvement sioniste¹, s'il est né sous sa forme moderne à Paris, à la suite de l'affaire Dreyfus, a en réalité sa racine essentiellement au sein des communautés aujourd'hui disparues ou en voie de disparition de l'Europe orientale. Il y avait dans cette région, encore à la veille de la Seconde Guerre mondiale, quelque huit millions de personnes qui parlaient la même langue, le yiddish, qui avaient la même culture, qui avaient tous les attributs de la nationalité, sauf le territoire homogène. Peu importe ici de savoir comment cette communauté s'était conservée ou plutôt transformée à travers l'histoire. Personnellement, la théorie du « peuple-classe » telle que la formule Abraham Léon² dans un livre qui est en passe d'acquiescer les vertus d'un dogme, m'a toujours paru dangereusement insuffisante. C'est un fait notoire que des groupes importants de Juifs ne se sont conservés de façon significative que là où régnaient des croyances religieuses issues du judaïsme

1. Cet article, rédigé comme le précédent au lendemain d'un voyage en Israël, se trouvait conclure un numéro de *Partisans* consacré au *Peuple palestinien en marche*. Les lecteurs de *Partisans* partageaient assez largement le « palestinisme » extrémiste qui régnait alors dans la gauche révolutionnaire, et ce texte visait, comme celui de Gérard CHALIAND, « La Palestine n'est pas le Viêt-nam », à « semer un peu d'inquiétude », ce qu'indiquait le chapeau (non reproduit), dans ce public.

2. Abraham LÉON, *La Conception matérialiste de la question juive*², préface de Maxime Rodinson, E.D.I., 1968 (3^e éd. 1980); voir le débat autour de ce livre dans *Israc*, n° 5, janvier-mars 1971.

et où celui-ci était à la fois maintenu et rejeté comme un témoin, c'est-à-dire dans la chrétienté et dans les rangs islamiques. Aux Indes, il y a eu, il y a toujours des « Juifs », mais ceux-ci ne sont guère qu'une secte religieuse sans importance, intégrée dans le système des castes. L'antisémitisme n'a jamais fait son apparition ni aux Indes ni en Chine, où il y eut également des groupes de Juifs. Tout découle de là, y compris la fonction commerciale exercée par certains groupes de Juifs, indispensables mais marginaux par rapport à l'ensemble de la société.

Quand le mouvement des nationalités triomphe sur les débris de l'Europe chrétienne, au XIX^e siècle, c'est-à-dire quand apparaît le terrain sur lequel se développe la lutte de classes moderne, quelles sont les options qui s'offrent aux communautés juives ? En Occident, où les Juifs ne constituent qu'une infime minorité peu structurée, la voie majoritairement choisie fut celle de l'*assimilation*, ce qui signifie le plus souvent l'assimilation à la bourgeoisie libérale. Cette assimilation n'alla pas, on le sait, sans problèmes et l'antisémitisme occidental est pour une part une réaction *contre* l'assimilation. Les Juifs de l'Europe de l'Est étaient beaucoup trop nombreux, beaucoup trop homogènes et avaient une avance culturelle beaucoup trop profonde sur les populations environnantes pour que le jeu soit le même. Les nationalismes modernes ne se définissent pas seulement par ce qu'ils *incluent* mais par ce qu'ils *excluent*. Être roumain c'est se définir aussi comme non grec, non bulgare, non magyar, non russe. Pour la totalité des mouvements nationalistes, l'exclusion des Juifs était une chose qui allait pour ainsi dire de soi. On notera qu'il en fut de même dans une large partie de l'Orient arabe, par exemple au moment de la constitution du Baas. Celui-ci fit appel aux chrétiens, ignora radicalement les Juifs. Malgré cela, une fraction des bourgeoisies juives tenta de se faire polonaise, roumaine ou russe. Les intellectuels choisirent en grand nombre la voie révolutionnaire dans l'espoir que, ce que n'avait pu

faire la révolution bourgeoise, la révolution socialiste l'accomplirait. Le judaïsme de l'Europe de l'Est a été véritablement la banque de sang des mouvements révolutionnaires prolétariens. Les masses populaires juives, elles, se montrèrent souvent soucieuses de préserver, tout en restant sur place, leur autonomie culturelle. Ainsi s'explique le grand succès d'un parti socialiste comme le Bund dans l'ancien empire russe, parti qui restait majoritaire, en 1939, chez les Juifs de Pologne³. On voit donc que, si, en Occident, le judaïsme a plus ou moins choisi ou accepté sa définition comme religion et l'assimilation à la société dominante, le problème était beaucoup plus complexe à l'est de l'Europe. Un « Juif athée » paraît ici, ou du moins a longtemps paru, une contradiction dans les termes. Rien n'était plus naturel à Varsovie ou à Kiev. Aussi bien les tentatives d'assimilation que la lutte pour la révolution ou l'autonomie culturelle devaient finalement échouer. Le massacre hitlérien, dont le rappel « casse les pieds », paraît-il, de certains de nos camarades, devait anéantir les uns et les autres. Les révolutions « socialistes », après avoir largement mis à contribution leurs cadres juifs, devaient rejeter ceux-ci comme « cosmopolites ». La Pologne vient encore d'en administrer brillamment la preuve⁴. Il importe peu d'expliquer aux intéressés que cette révolution n'est pas la bonne, qu'elle a été « défigurée » ou « trahie ». Ils ont le sentiment profond qu'ils ne peuvent plus attendre et qu'à l'heure où les trains conduisaient à Auschwitz ni l'Amérique « libérale » ni l'U.R.S.S. « socialiste » (qui avait tout de même préservé en 1941 un grand nombre de Juifs) n'ont placé leur salut au premier rang de leurs préoccupations.

C'est sur ce terrain — et l'on comprend que je

3. Affirmation excessive ; voir maintenant, sur ces questions, P. KORZEC, *Juifs en Pologne*, Fondation nationale des sciences politiques, 1980.

4. Lors de la crise anti-étudiante et antisémite de 1968.

résume ainsi une longue évolution — que triomphent l'idée de l'« État juif » et le mouvement sioniste. Dès le début, ce dernier a parié sur l'impossibilité de l'assimilation, la vanité de la révolution, la pérennité de l'antisémitisme. Dès l'origine, son but a été de « normaliser » la situation des Juifs en transformant le « peuple-classe » en société complète. A sa façon il est, lui aussi, un mouvement assimilateur. Le choix de la langue nationale, l'hébreu, permettait à la fois un rassemblement plus complet, n'englobant pas que les seuls yiddishophones, et de prendre appui sur un passé restitué d'une façon plus ou moins mythique — un peu comme le mouvement national arabe restitue lui aussi le passé du califat Abasside ou Ommeyyade dans une idéologie de la « Renaissance ». L'objectif assigné au mouvement sioniste, la Palestine, était certes de souveraineté turque et de population arabe, mais, dans un monde dominé par les bourgeoisies conquérantes de l'Occident, cela n'apparaissait pas plus gênant que la présence des Indiens lors de la marche des pionniers américains vers le Far West. Le mouvement sioniste a donc pris appui dès ses débuts sur l'impérialisme occidental. Certes, tous les mouvements nationaux formés récemment ont agi de même et on rappelle souvent que la Ligue arabe fut à ses débuts une simple création du Foreign Office. Dans le cas du sionisme, l'hypothèque apparaît cependant plus difficile à lever dans la mesure où la protection étrangère a été nécessaire non seulement pour le développement mais pour l'installation même de la nation hébraïque sur le sol de Palestine.

Faut-il cependant se représenter l'implantation et la colonisation sionistes, puis la création de l'État d'Israël comme le résultat d'un « complot » impérialiste tramé contre les peuples arabes ? Quitte à me faire traiter d'antimarxiste, je rejette cette explication comme grossièrement simplificatrice. Une chose est de constater que le triomphe du sionisme ne pouvait se faire qu'aux dépens d'un autre peuple et en prenant appui sur le capitalisme occidental, une autre

est de comprendre pourquoi ce mouvement a pu entraîner et convaincre des centaines de milliers de Juifs d'Europe puis des pays arabes — victimes à leur tour du contrecoup de l'entreprise sioniste, de la colonisation occidentale et du triomphe du nationalisme arabo-musulman — qui n'étaient pas par vocation ni plus ni moins impérialistes — et souvent même plutôt moins — que d'autres. La réponse, à mon avis, ne fait aucun doute : le sionisme a triomphé — précairement — parce qu'il était le seul mouvement à proposer aux Juifs, ces minoritaires de partout, d'être quelque part *la majorité*. Tout découle de là, aussi bien la « loi du retour », dont on ne peut évidemment attendre qu'elle satisfasse un paysan palestinien chassé de sa terre, que l'ensemble des institutions, souvent profondément scandaleuses à nos yeux, destinées à maintenir le caractère « juif » de l'État, au sein d'un monde qui ne l'est pas, et où les Juifs ont cessé depuis dix-sept siècles d'être représentés en tant que tels par un État.

Le choix sioniste a sa logique qui est précisément l'inverse de ce qu'avait été l'attitude la plus courante du judaïsme diasporique du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, en Europe et plus ou moins aussi en Amérique. Ceux qui étaient par excellence les exclus sont devenus ceux qui excluent. A l'« interdit aux Juifs » des antisémites correspond l'interdit aux non-Juifs qui est la règle d'Israël. La communauté intertattique que formaient les Juifs — d'où le développement chez eux de l'internationalisme — est relayée par un « État-nation élu » (Isaac Deutscher). Prétendant rassembler le judaïsme dans un seul pays, le sionisme anéantit la fonction critique qu'exerçait le judaïsme européen et américain, fonction née de la situation des Juifs « à la fois dedans et dehors », un peu comme le « socialisme dans un seul pays » stalinien a durablement mis en veilleuse la fonction critique du marxisme. Bien entendu, le socialisme israélien, qui animait si profondément les pionniers, n'a pas échappé à cette logique. Radek plaisantait sur

« le socialisme dans une seule rue », on pourrait parler de même du « socialisme dans un seul kibboutz ». Non pas qu'il faille, je crois, céder à la mode stupide qui consiste à présenter le socialisme kibboutzique comme un os à ronger jeté par les impérialistes aux progressistes aliénés. Il est aussi légitime de s'intéresser aux kibboutzim qu'à l'école, aristocratique et utopique dans l'Angleterre actuelle, de Sumnerhill. Les kibboutzim, même si certains d'entre eux ont dégénéré, demeurent jusqu'à présent la seule expérience sérieuse de suppression de la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel. Les techniques pédagogiques qui y sont mises en œuvre forcent l'admiration ; le type d'hommes qu'ils ont créé donne quelque idée de ce que pourrait être un collectivisme démocratique. Cela dit, il va de soi qu'on ne peut tenir pour négligeable le fait qu'un grand nombre d'entre eux ont été créés sur des terres spoliées, que leur fonction militaire s'accroît aux dépens de leur fonction économique et sociale, que la démocratie interne n'est nullement une assurance contre le chauvinisme et la certitude brutale d'avoir toujours raison. Le drame est que le kibboutz ne peut vivre sans l'État, qu'il lui fournit même nombre de ses cadres, et qu'il est pour l'instant un rouage d'une société intégrée plus qu'un ferment de contradiction.

Il faut avoir visité un kibboutz installé en territoire occupé depuis 1967, constaté l'incroyable inconscience de ceux qui, arrivants récents, pratiquent le « socialisme » des conquérants, pour voir jusqu'où peut aller l'occultation par l'idéologie des réalités les plus évidentes. Faut-il ajouter pourtant qu'Israël n'a nullement le monopole de cette perversion ? Le « socialisme » du Baas syrien traitant les Kurdes à peu près comme les Israéliens ont traité les Palestiniens au nom de l'arabisation, pour ne pas parler du « socialisme » stalinien qui a déporté des peuples entiers, réduisent très fortement en ce domaine l'originalité d'Israël.

L'entreprise sioniste a donc abouti à un résultat

tragiquement contradictoire. L'effort pour rassembler en un seul pays le « peuple juif » a réussi à grouper en Palestine environ un cinquième de celui-ci, et, s'il est vrai que les Israéliens sont profondément différents des Juifs humiliés des ghettos et des mellahs, qu'à un prix extrêmement lourd des aliénations ont été éliminées, qu'une société démocratique, infiniment plus égalitaire que n'importe quelle société occidentale, a été créée, proche à certains égards de la démocratie pionnière qu'observait Tocqueville en Amérique, la levée de ces aliénations a entraîné l'apparition d'autres aliénations dont la plus évidente est cette sorte d'idolâtrie de l'État qu'on ne peut guère comparer qu'à la représentation de l'État prussien comme incarnation suprême de la raison dans l'histoire qui caractérisait, dit-on, la dernière pensée de Hegel.

Si Israël par son existence apparaît comme un refuge possible aux yeux d'un grand nombre de Juifs, une sorte d'assurance contre un nouvel Auschwitz — et c'est là un sentiment qui est très profondément vécu —, le seul fait que les Israéliens se tiennent pour menacés d'anéantissement — quel que soit par ailleurs le sérieux de cette menace — est le signe d'un échec du sionisme à « résoudre » le problème juif. Qu'est-ce donc qui a été créé en Israël ? Indiscutablement, une nation dont le degré d'intégration, favorisée par la guerre, a quelque chose de stupéfiant et qui saute aux yeux de l'observateur le plus prévenu. Il importe peu en l'occurrence que cette nation ait été constituée avec des hommes venus de cent deux pays différents. C'est également à peu près le cas des États-Unis d'Amérique dont personne ne songe à mettre en doute le caractère national. En particulier il convient de dire que toute spéculation sur une rupture possible entre Juifs d'origine « orientale » et Juifs « européens » relève de l'illusion la plus complète. Non que cette opposition soit absente, mais, dans le cadre de la lutte nationale, la classe dirigeante israélienne, qui n'est certainement

pas la bourgeoisie la plus bête du monde, a su prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'intégration, et notamment utiliser les techniques pédagogiques qui permettent peu à peu aux enfants des « Orientaux » d'affronter la concurrence des « Occidentaux ». Le nombre croissant des mariages mixtes atteste du reste que sur ce plan l'entreprise a été réussie⁵. Il faut pourtant dénoncer l'illusion très répandue en Israël et hors d'Israël qui voit dans ce pays un pôle possible de développement du Moyen-Orient sous-développé, un peu ce qu'a été le Piémont dans l'Italie du Risorgimento, la Prusse dans l'Allemagne du Zollverein. Israël, aidé par le judaïsme américain, est une force énorme de développement et de modernisation, d'intégration au monde moderne et à la « société industrielle » de populations qui n'y avaient pas pénétré, de rationalisation et d'acculturation, mais, pour des raisons de structure qui tiennent à la logique du sionisme, tout cela est réservé aux seuls Juifs. Les Arabes d'Israël n'en ont eux-mêmes « bénéficié » que d'une manière toute relative, et l'entreprise ne peut être étendue à l'ensemble de la région que sous la forme de la colonisation, et c'est bien ce qui tend à se produire dans les territoires occupés, ou du néo-colonialisme. Inévitablement, alors, le conflit national se doublera d'un conflit de classes, l'un renforçant l'autre.

Le sionisme avait commencé par l'affirmation de la nécessité d'un « pouvoir juif » très comparable, psychologiquement, au « pouvoir noir » américain — on sait du reste que le thème du *retour* en Afrique n'a pas été sans écho chez les Noirs américains, et ceux qui se moquent de la restauration de l'hébreu devraient se demander pourquoi à New York on enseigne le swahili. Il risque d'être pris demain dans une logique de type algérien ou sud-africain. Nous sommes devenus, me disait un historien israélien, la

5. Voir la note 2 du texte précédent.

Sparte moderne, une nation de deux millions et demi d'« égaux » régnant sur un million d'« hilotes ».

Depuis la guerre de 1967, le fait majeur est certainement l'apparition dans le monde arabe d'une force qui conteste authentiquement l'entreprise israélienne : les Palestiniens, jusqu'ici ligotés par leurs protecteurs égyptiens, jordaniens ou syriens, sont devenus ou du moins deviennent chaque jour davantage une force autonome, dont l'impact militaire reste certes extrêmement faible — toute comparaison avec le F.N.L. vietnamien ou même le F.L.N. algérien serait inadéquate et ceux mêmes des Israéliens qui ont pris conscience de la réalité du fait national palestinien ont l'œil fixé sur le front de Suez beaucoup plus que sur le quartier général du commandement unifié de la résistance palestinienne —, mais dont la signification politique est évidente et qui est capable dès maintenant à tout le moins de menacer l'équilibre politique et social des voisins d'Israël. S'il est un peuple auquel convient l'appellation de « damnés de la terre », un peuple qui « n'a rien à perdre », c'est sans aucun doute le peuple palestinien. Il est donc profondément naturel que le combat de ce peuple, dont l'existence même a été, est encore niée, soit compris et au besoin soutenu par ceux pour qui l'internationalisme a encore un sens. Mais il ne s'ensuit pas pour autant que cette lutte nécessaire doive être menée avec les armes de l'illusion idéologique et de la mystification apaisante. En particulier il convient de dire, à mon sens, avec la plus grande netteté et une franchise totale que ceux qui répandent la vision idyllique d'une Palestine « laïque et démocratique », unitaire ou binationale, se méprennent gravement à la fois sur les objectifs actuels du mouvement palestinien et sur les possibilités réelles de mettre en œuvre une telle solution. Ce qui rend au contraire le conflit israélo-palestinien si profond, si total, c'est qu'il n'est pas, pour l'instant, un conflit de délimitation de souveraineté. C'est un conflit pour une même terre entre deux peuples dont l'un, déve-

loppé, utilise et au besoin force l'appui des collectivités juives de l'Occident capitaliste et de cet Occident tout entier, et dont l'autre, sous-développé, s'insère dans le contexte d'une « révolution arabe » qui est reconquête de l'identité nationale pulvérisée, promesse peut-être à long terme de développement autonome, mais qui se situe sur un plan tout différent de celui du combat révolutionnaire et socialiste dont Mai 68 a démontré qu'il n'était pas impossible dans un pays développé.

En fait, la revendication palestinienne apparaît comme très exactement symétrique du mouvement même qui l'a provoquée, je veux dire de l'établissement sioniste : c'est ce que montre de façon saisissante le texte qui jusqu'à maintenant exprime avec le plus de netteté et de façon officielle la position de la révolution palestinienne — texte que ne sauraient annuler, pour le moment, des déclarations de circonstances : le « pacte national palestinien » adopté au I^{er} Congrès palestinien tenu à Jérusalem en mai 1964, texte modifié et amendé au IV^e Congrès tenu au Caire en juillet 1968. L'article 4 de ce texte est ainsi rédigé : « La personnalité palestinienne est un caractère inné, persistant, qui ne peut disparaître et qui est transmis de père à fils. » Comme l'a observé avec une lucidité féroce le général et arabisant israélien Y. Harkabi (*Maariv*, 12 décembre 1969)⁵, compte tenu du fait que dans la tradition arabo-islamique la filiation est patrilinéaire et que dans la tradition juive elle est matrilinéaire, nous avons là très exactement la contrepartie palestinienne de la « loi du retour »⁶. Il en résulte aussi que la qualité de « palestinien » ne résulte pas d'un contrat (pas plus que la qualité de juif israélien dont tous les fils de mère juive sont les bénéficiaires possibles), mais est transmise exclusivement par la naissance.

Quant à l'article 6 de ce même document, il pré-

6. Et maintenant *Palestine et Israël*, p. 110-111.

cise que les « Juifs » qui vivaient en Palestine de façon permanente avant les débuts de l'invasion sioniste « seront considérés comme Palestiniens ». Comme les « débuts de l'invasion sioniste » sont fixés par ailleurs à 1917 (déclaration Balfour), la conséquence est facile à tirer. Il est vrai que des déclarations récentes ont corrigé ces affirmations et que les dernières publications d'Al Fatah⁷ évoquent une Palestine dont feraient partie tous les habitants actuels ou potentiels du pays, Juifs, Arabes, Israéliens, personnes vivant dans les territoires occupés, exilés ou réfugiés, mais ces textes n'ont jamais eu le caractère solennel du « pacte national » de 1968. Une organisation palestinienne très minoritaire, le « Front démocratique », a tenté au Congrès palestinien de 1969 de faire étudier sérieusement la possibilité d'un État démocratique où deux peuples coexisteraient, mais ces propositions ont été, autant que je sache, rejetées. Il suffit du reste de réfléchir à un simple détail : une telle Palestine unifiée ne pourrait voir le jour que dans le cadre d'une victoire totale remportée sur les Israéliens. On voit mal comment dans de telles conditions les intentions les plus démocratiques pourraient résister à la logique de la victoire qui est la destruction de l'adversaire. Il y a eu aussi des sionistes pour proclamer leur intention d'établir un État binational, ou au moins un État où Juifs et Arabes auraient les mêmes droits. On sait ce qu'il en est advenu après la guerre de 1948. On sait aussi, symétriquement, de quelle épouvantable façon s'est achevée la restauration d'un Nigeria unitaire et démocratique⁸.

On ne peut échapper à cette logique qu'en supposant, et c'est ce que font nos camarades du Matzpen qui tentent courageusement de mettre leurs principes en application, que peut se développer en Israël une

7. Voir EL FATH, *La Révolution palestinienne et les Juifs*, Éditions de Minuit, 1970.

8. Affirmation également excessive.

force révolutionnaire de contestation qui puisse éventuellement coopérer avec les forces palestiniennes qui reconnaîtraient le droit du peuple israélien à l'autodétermination. Outre le fait que de telles forces ne se sont pas encore vraiment révélées, la possibilité d'un tel développement en Israël apparaît comme extraordinairement problématique, pour ne pas dire plus. Je l'ai déjà dit, la société israélienne est une des plus intégrées qui soit au monde. Elle est pour l'instant le modèle même d'une société « unidimensionnelle ». Une transformation profonde n'apparaît comme concevable que si le judaïsme diasporique cessait d'apporter son aide, ce qui entraînerait une chute du niveau de vie et la reprise d'une émigration qui s'était déjà fait sentir en 1966, ou si une longue période de paix permettait aux contradictions que recèle cette société, comme toute autre, de se déployer librement, deux hypothèses pour l'instant extrêmement improbables.

Bien entendu chacun est libre de penser que la seule réparation possible de l'injustice profonde causée aux Palestiniens réside dans le départ des Israéliens. Certains en ont pris leur parti et le disent : « Je sais très bien comment cela finira, me disait un jour un camarade juif : à New York. » Hypothèse encore trop optimiste et qui oublie que, face à ceux qui n'ont rien à perdre, les Israéliens ont, eux, *tout* à perdre et qu'ils feront n'importe quoi, je dis bien n'importe quoi, si le sort des armes venait à se tourner contre eux, dans le cas, par exemple, pour l'instant très improbable, où les pétroliers américains dont les intérêts ne sont pas en Israël imposeraient leurs vues à Washington, où l'aide soviétique ou chinoise se ferait directement militaire. Libre à chacun d'imaginer une libération de la Palestine qui s'accomplirait sur les ruines du Caire, d'Alexandrie, de Beyrouth et de Damas, sans parler de Jérusalem ou de Tel-Aviv — et je passe sur le fait qu'une telle libération s'appuierait fatalement et dans une certaine mesure s'appuie déjà sur les forces les plus rétrogra-

des de l'antisémitisme, que celui-ci soit « chrétien » ou « socialiste » — ; je ne crois pour ma part cette perspective ni satisfaisante ni du reste vraisemblable. Mais il faut bien comprendre que, dans la vision d'une libération totale de la Palestine, il n'y en a pas d'autre, car la guérilla n'a pas l'ombre d'une chance de vaincre un État moderne s'appuyant sur une nation intégrée. Plus exactement, la guerre de guérilla n'aurait de chance réelle qui si les Israéliens incorporaient dans leur « frontières » deux ou trois fois plus d'Arabes qu'elles n'en contiennent actuellement. Il est peu probable qu'ils commettront cette erreur irrémédiable. »

Dans ces conditions, je n'ai pas à cacher qu'un compromis, aussi boiteux que l'on voudra, qu'il prenne la forme d'un « Brest-Litovsk » arabe ou d'une intervention intéressée des « grandes puissances », compromis qui imposerait à tout le moins l'évacuation du territoire occupé en 1967, me paraît de toutes les solutions imaginables (et dont les « bonnes » ne sont pas « possibles ») probablement la moins mauvaise. Les Palestiniens ont déjà fait en sorte qu'un tel compromis ne puisse plus, comme cela s'est fait jusqu'à présent, se faire entièrement à leurs dépens. Bien entendu, la pire des hypocrisies consisterait à prêcher ce compromis sans tenter d'agir en même temps, dans la mesure où nous pouvons le faire ici, pour que ce compromis soit aussi favorable que possible à ceux qui ont été les principales victimes de trois guerres et de l'établissement même de l'État d'Israël, mais cette action ne peut se passer d'un minimum d'esprit de lucidité critique et de vérité qui lui a fait jusqu'à maintenant, je le crains, cruellement défaut.

3. L'U.N.E.S.C.O. et Israël L'histoire et la géographie (1974)

« Echangerions plusieurs siècles d'histoire contre un peu de géographie. » Cette vieille histoire juive en forme de petite annonce résume assez bien l'aventure israélienne. Mais voici que la « géographie », à son tour, est contestée. Selon un vote récent de la commission spécialisée de l'U.N.E.S.C.O., Israël ne se trouve ni en Asie ni en Europe. Le principe d'une suspension de l'aide culturelle à Israël a, d'autre part, été voté. Nous avons protesté contre cette décision scandaleuse non parce que nous sommes « sionistes » — nous ne le sommes à aucun titre —, mais parce qu'il s'agit à l'U.N.E.S.C.O. « d'éducation, de science et de culture » et que la décision prise par une majorité bafouait l'éducation, la science et la culture. C'est en tant qu'intellectuels que, à la suite de ces votes et de la réception faite à l'O.L.P. par l'O.N.U., nous intervenons à nouveau dans ce débat. Les intellectuels ne disposent ni des armes ni des sources d'énergie, ils partagent les mêmes passions que leurs concitoyens, et quand ils sont, de surcroît, juifs, ces passions sont vives. Du moins peuvent-ils essayer de clarifier et — pourquoi non ? — de moraliser le débat. C'est à ce titre que nous formulons les propositions suivantes :

1. Il n'y a rien en soi de scandaleux, bien au contraire, dans le fait qu'une délégation palestinienne s'adresse à l'Assemblée générale de l'O.N.U. Constatons cependant que l'O.N.U. a eu maintes occasions

4. Israël-Palestine : la frontière invisible (1975)

Je reviens d'Israël. J'y ai rencontré des contestataires, beaucoup de contestataires. Je n'y ai pas vu de réelle contestation. Divisée, morcelée, victime pour une grande part du lâchage dont elle a été l'objet en Occident, la gauche israélienne est aujourd'hui un héritage historique, non une force sociale ou politique réelle. Et il serait fou de croire que les contestataires israéliens, militaires, civils, parlementaires ou extra-parlementaires, aient aujourd'hui une chance d'agir sur la société israélienne telle qu'elle est : idéologiquement trop intégrée, trop unidimensionnelle — en dépit de ses énormes disparités culturelles et de cette variété des paysages humains qui fait l'extraordinaire intérêt d'Israël — pour pouvoir être ébranlée à partir de l'intérieur. A quoi est due cette résistance profonde à tout changement ?

A ce qu'il faut bien appeler le refus israélien de la dimension historique. Reconnaître celle-ci serait admettre que les Israéliens sont ici non en vertu d'une essence juive de la Palestine mais par suite d'une série d'accidents de l'histoire. Alors, et alors seulement, les Palestiniens pourraient apparaître comme des partenaires normaux. La politique du mouvement sioniste a consisté jusqu'à présent à faire comme si les Arabes n'avaient jamais été présents.

Allez dans le quartier juif de la Jérusalem orientale, petit chef-d'œuvre d'architecture. Il n'occupe certes pas une place énorme dans une ville qui demeure, massivement, arabe. Mais demandez qui habitait là avant 1967. On vous répondra que, depuis 1948, il n'y avait guère que des ruines et que les

rare habitants ont été largement indemnisés. La réalité est différente. Il y avait certes des synagogues détruites et des maisons en ruine, mais aussi des maisons habitées, bien avant 1948, par des Arabes. Les occupants ont été en vérité chassés, avec des indemnités dérisoires, et le journaliste israélien qui fit sur ce sujet une enquête précise se vit conseiller par le ministre de la Justice de ne pas la publier. Il obtempéra.

Allons plus au fond. Voici une jeune fille qui, fait exceptionnel, a compris. Elle révise le programme d'histoire de classe terminale qui porte sur la guerre d'indépendance et pose d'elle-même la question décisive : « On ne cesse de nous dire que ce pays est juif et que les Arabes n'y ont jamais été chez eux. Et pourtant, lorsque je regarde, dans mon manuel, les cartes de 1948, presque tous les noms de lieux sont arabes. Où donc sont aujourd'hui tous ces villages ? »

J'entends bien que ce comportement est classique dans les nationalismes. Les Turcs et les Arabes « assimilent » les régions kurdes. Les Grecs ont mis autant d'ardeur à helléniser les villages albanais ou macédoniens que les Israéliens en ont mis à judaïser les villes et les villages arabes. Mais les Grecs hellénisent aussi les hommes. Un fils d'Albanais, de Macédonien, voire de Turc, peut avoir le destin normal d'un Grec. Les Israéliens n'israélisent, si je puis dire, que les Juifs. Et, certes, tout peut changer avec la paix. Mais, dans l'environnement qui est celui d'Israël, ne faut-il pas d'abord que quelque chose change pour qu'il y ait la paix ?

Le nœud est là : une frontière invisible traverse Israël. Elle ne se confond pas avec la ligne verte de la frontière de 1967, elle passe aussi entre la Nazareth juive et la Nazareth arabe, entre les étudiants juifs et les étudiants arabes, entre la vieille ville de Jérusalem et les nouveaux quartiers qui l'enserrent. Ce n'est pas une frontière entre des « hommes » et

des « sous-hommes », c'est une frontière entre ceux pour qui ce pays a été fait et ceux qui y sont simplement tolérés.

Arabes d'Israël, Arabes de Jérusalem, Arabes des territoires occupés, ils constituent, pour les Israéliens, trois catégories distinctes. Les premiers sont, en principe, citoyens. Mais quels citoyens ?

Voyez les étudiants. Passez sur les difficultés de logement, la surveillance policière, l'obligation d'étudier dans une langue qui n'est pas la leur. Admettez, parce que cela est vrai, que, d'une façon générale, les professeurs juifs, c'est-à-dire la quasi-totalité du corps enseignant, ne les défavorisent nullement, bien au contraire. A l'examen d'entrée on leur donne volontiers quelques points de faveur. Mais voilà : formés dans des lycées arabes médiocres, ils arrivent à l'université sans l'équipement intellectuel nécessaire. Quand ils ne sont pas éliminés en cours d'études, ils n'auront guère comme débouchés que l'enseignement dans ces mêmes lycées médiocres qui les ont formés. Toute promotion à l'intérieur de la société israélienne leur est interdite.

Les Arabes de Jérusalem ne sont citoyens, eux, que de leur ville. Ils ont leur presse, relativement libre certes, mais où la poésie est souvent censurée, et aussi certains mots dangereux : « révolution vietnamienne » par exemple. Cantonnés dans leur secteur, ils voient leur ville, Al Quds, *La Ville*, encerclée par les nouveaux quartiers. Franchissons ailleurs l'ancienne frontière. Le peuplement juif, ultraminoritaire certes, y occupe non seulement certaines zones considérées comme stratégiques, mais tout lieu où les Juifs ont jadis, avant 1948, été chez eux. Un réseau juif, qui relève en partie de l'imaginaire, est ainsi superposé au réseau du peuplement arabe.

A Hébron, cela a pris un caractère proprement démentiel. La ville juive surplombe la ville arabe. Elle est entourée de barbelés et de miradors. Un camp de concentration, me dit mon guide israélien. Mais ce camp commande aussi le téléphone et l'élec-

tricité de la ville arabe. A ce quartier ses habitants ont donné un nom : Quiryat Arba. Savent-ils que, par une ironie involontaire, ce fut, selon la Bible, le nom d'Hébron, non pas avant les Arabes, qui appellent du reste la ville El Khalil, mais avant Josué, avant les Juifs ? Le 30 et le 31 mars, vingt mille Israéliens, membres du « Bloc des croyants », ont défilé en « Samarie », sous la protection de l'armée, pour affirmer ces droits imaginaires. Ils ne représentent qu'une minorité. Mais ceux qui ont contre-manifesté sont beaucoup moins nombreux encore.

Les Arabes des territoires ont un droit : celui de travailler en Israël. Les Israéliens croient avoir ainsi résolu le problème des réfugiés. Et c'est vrai : certains camps prennent une allure de gros villages, pendant que d'autres, à Jéricho surtout, sont vides, leurs habitants ayant franchi le Jourdain. Mais ces Arabes qui travaillent en Israël pour de meilleurs salaires que dans les pays arabes n'ont pas le droit de dormir en Israël. Ils sont une main-d'œuvre, et c'est à peu près tout. Le sait-on vraiment ici ? Sur la rive du Sinaï, les Bédouins ont trouvé un emploi : ils nettoient les plages au profit des touristes.

Trois catégories d'habitants, mais un seul peuple. Qui peut vraiment en douter ? Interrogez un Israélien de l'*establishment* et posez-lui la seule question qui compte, celle que Jean Daniel a posée, en vain, à Shimon Peres : « Quand donc négociez-vous avec les Palestiniens ? » Invariablement, la réponse sera celle-ci : « Qui représente les Palestiniens ? Les Bédouins ne sont pas les paysans, les gens de la montagne ne sont pas ceux des villes. Les notables de Cisjordanie ne sont pas les dirigeants de l'O.L.P. » Instinctivement, l'Israélien moyen « sérieuse », comme dirait Sartre, les Palestiniens.

Mais interrogez maintenant un député communiste à la Knesseth comme Tewfik Zayyad, un avocat de Ramallah comme Aziz Shehadeh, une poétesse

comme Raymonda Tawil¹. Ils n'ont aucun doute sur leur identité. Ces « Palestiniens du silence » ont désormais la parole. On ne voit pas comment on les fera taire. Que disent-ils ? Il est encore temps de créer, en Cisjordanie, et à Gaza, un État palestinien dont la capitale serait la partie arabe de Jérusalem. La création d'un tel État ne résoudra pas magiquement le contentieux israélo-arabe, mais il lui donnera des cadres, des institutions. Cela, la minorité israélienne de gauche l'a maintenant compris et assumé. Meïr Païl a été sur ce point très clair, et aussi un homme qui se définit lui-même comme un « *ultra-sioniste* », Eli Ben Gal.

Donnons maintenant la parole à un notable, porte-parole officieux du Front national palestinien, c'est-à-dire, en dernière analyse, de l'O.L.P. Ses propos m'ont paru suffisamment graves pour que je les reproduise textuellement, même si j'ordonne quelque peu ce qui fut une libre conversation. « Les Israéliens, dit-il, raisonnent comme s'ils étaient encore en 1948. Mais nous ne sommes plus les mêmes. Notre peuple est, sur le plan intellectuel, le plus développé du monde arabe. La disparité qui existait entre les Israéliens et nous a, pour l'essentiel, disparu. C'est nous qui avons le plus de médecins, le plus d'ingénieurs, le plus de titulaires de diplômes universitaires. Si l'on veut se passer de nous pour régler le problème, nous pouvons faire beaucoup de mal. Comprenez-nous : en 1948, 95 % des Palestiniens souhaitaient la disparition d'Israël. Cela n'est plus vrai aujourd'hui, car nous avons acquis ce qui manque précisément aux Israéliens, le sens de l'histoire. Contre les Palestiniens fascistes, il y en a², nous

1. Voir l'interview qu'elle a donnée à Clara HALTER, *Les Palestiniens du silence*, Belfond, coll. « Éléments », 1974, p. 61-76, et son livre, signé par R. HAWA-TAWIL, *Mon pays, ma prison*, Seuil, 1979.

2. Ne s'agit-il pas de ceux qui sont, entre tous, admirés par certains gauchistes parisiens ?

avons mené une lutte intellectuelle et politique. Nous sommes pour l'instant les plus forts et une possibilité de règlement existe, avec l'O.L.P., bien sûr. Que demandons-nous ? Qu'on nous reconnaisse pour ce que nous sommes. Des Israéliens viennent discuter avec moi. Pourquoi ne peuvent-ils pas discuter avec un ami à moi qui s'appelle Yasser Arafat ? Voulez-vous un exemple de leur prodigieuse incapacité à nous reconnaître ? Lorsque leurs services secrets ont abattu à Beyrouth trois dirigeants de l'O.L.P., il y a eu dans toute la Cisjordanie, et singulièrement à Naplouse, un profond sentiment de deuil. Ces hommes étaient connus, aimés, estimés. Les journaux arabes locaux ont commencé à se remplir d'avis de deuil. Les Israéliens n'ont pas compris et des officiels sont venus me trouver pour me demander : pourquoi cette réaction ? Quelles raisons a la population pour s'émouvoir ainsi ? Au vrai, nous n'avons pas pour eux de figure, et tant que nous n'aurons pas de figure, il n'y aura pas de paix possible. Et, bien sûr, ils nous demandent, eux aussi, de les reconnaître, et nous sommes prêts à le faire. Mais on ne peut reconnaître que ce qui se définit. Qu'ils se définissent donc comme nous tentons de nous définir nous-mêmes. Nous pouvons reconnaître un peuple qui aura des frontières précises, qui logera ses citoyens au besoin dans les gratte-ciel à Tel-Aviv, non à Hébron. »

Je posai alors la question décisive : « Espérez-vous aboutir ? » Et voici la réponse : « Si je n'aboutis pas, je quitterai le pays ou je quitterai la vie. »

Cet entretien grave, et par moments poignant, résume-t-il tout ce que m'ont dit les Palestiniens en Cisjordanie ? Non, les choses sont évidemment plus complexes. Les quelques jeunes gens que j'ai rencontrés sont plus durs et leurs propos donnent un écho symétrique à ceux que tiennent, de leur côté, les jeunes sabrés. Le thème de l'État « démocratique et laïc » a encore des adeptes, malgré l'imprécision ruineuse de cette formule. Connaissez-vous, ai-je

demandé à un étudiant de vingt ans, un seul exemple d'État laïc dans le monde arabe ? Il ne me répondit pas que la Palestine *serait* cet État laïc, il me parla du Liban et développa quelques idées un peu simples sur l'inéluctable mouvement de l'histoire qui avait porté les Israéliens au sommet de la courbe et qui allait maintenant les précipiter.

Une belle maison à Ramallah. Au loin, on devine Tel-Aviv, présence israélienne plus visible et autrement convaincante que celle des troupes occupantes. Une nouvelle conversation s'engage mais les participants arabes sont plus nombreux et le ton plus violent. Parmi eux, un jeune homme qui a été torturé par la police israélienne. Des frontières de 1967, on passe avec une inquiétante rapidité aux frontières de 1947, celles du partage. Et, bien vite, des mots sont prononcés qui font toucher le fond du débat. « Je ne puis avoir de patrie, dit une femme, si je n'ai pas ma maison. » Et chacun d'évoquer Jaffa, Haïfa, Saint-Jean-d'Acrc. « Même si la Palestine est partagée, me dit un journaliste de Jérusalem, je veux avoir le droit de vivre en Israël et d'y vivre en citoyen de plein exercice. » Deux conceptions de la patrie s'affrontent chez les Palestiniens : celle qui fonde la solidarité des hommes sur la cohésion du groupe national, celle qui repose sur l'attachement, citadin et paysan, à la terre et à la maison. Bien malin qui dira laquelle de ces deux conceptions l'emportera.

Est-il possible de conclure ? En parlant avec les Palestiniens, j'ai eu souvent l'impression que la paix était techniquement possible, sur la base d'une négociation avec l'O.L.P. et d'un partage de la Palestine entre deux États souverains. Mais qu'une solution technique soit possible ne suffit pas à prouver qu'elle sera réalisée. Car, au-delà des solutions négociées par les diplomates des deux parties (hypothèse ultra-optimiste) ou imposées par les grandes puissances (hypothèse moins invraisemblable), il reste et il res-

tera que, dans le meilleur des cas, Israël conservera une minorité arabe et demeurera entouré de populations arabes, d'hommes dont beaucoup sont originaires du territoire qui est aujourd'hui israélien.

Ou bien la situation continuera à évoluer selon la logique qui a été jusqu'à présent celle de la majorité des Israéliens : construire pour les Juifs, et pour eux seulement, un État « aussi juif que la France est française et l'Angleterre anglaise », et cet État, qui n'aurait été réalisable que dans une île déserte, prendra rapidement figure d'une Union sud-africaine au Proche-Orient, avec, au bout du processus, une inévitable catastrophe : Masada ou Samson, le départ ou la bombe atomique. Ou bien les Palestiniens seront reconnus comme des partenaires à part entière des Israéliens, non seulement hors d'Israël mais à l'intérieur même d'Israël, quitte à ce que la réciproque soit accordée aux éventuels citoyens juifs de l'État palestinien. Cette voie est la voie de la vie, même si la majorité des Israéliens ne l'ont pas encore compris et ne peuvent pas le comprendre.

Personne ne peut nier qu'elle ne comporte aussi des risques. La civilisation arabe a, elle aussi, comme toutes les grandes civilisations, une dimension impérialiste qui peut la conduire au crime. Le drame des Kurdes de l'Irak, auquel les Israéliens sont si justement sensibles, est là pour nous le rappeler. Mais mentionner l'existence de ces risques ne change pas, fondamentalement, les données du problème. Il y a cinq ans, revenant d'Israël, j'exprimais dans ce journal l'espoir qu'il se trouverait dans la Diaspora juive assez d'hommes lucides pour exercer une pression critique sur l'*establishment* israélien³. Cette action, que bien des Israéliens réclament, qu'ils attendent, ils me l'ont dit chaleureusement, me paraît plus que jamais nécessaire et plus que jamais difficile. Elle est pour-

3. Voir ci-avant, « Israël : les chances d'une contestation ».

tant le seul contrepois possible, critique sans doute mais fraternel, aux inévitables pressions qui vont désormais, après l'échec de la mission Kissinger⁴, s'exercer sur les Israéliens.

Ceux qui, comme moi, tiennent passionnément à la survie de ce peuple — s'il n'est pas « le mien », il est celui d'une partie des miens — feraient bien d'y réfléchir. Et ce que je dis là est bien loin de ne concerner que les Juifs. L'Occident tout entier a pris en charge, après le génocide nazi, cette aventure incertaine. Il lui appartient de faire en sorte qu'elle ne se termine pas par un désastre.

4. Il s'agissait d'un des épisodes, en avril 1975, de la diplomatie des « petits pas » pratiquée par H. Kissinger.

5. Israël et la torture (1977)

La publication par le *Sunday Times* du 19 juin d'une longue et sérieuse enquête sur les accusations de torture lancées contre les Israéliens par nombre de leurs prisonniers arabes pose à nouveau ce problème qui n'est pas neuf. Voici à ce sujet quelques propositions générales et d'autres qui sont particulières :

1. La torture est un phénomène très répandu sur notre globe. Il suffit pour s'en convaincre de lire les publications d'*Amnesty International*. Les Français en ont massivement usé lors des conflits coloniaux et il arrive encore qu'elle soit utilisée contre tel ou tel « malandrin » réel ou supposé, ou contre un immigré. Les Américains et leurs alliés l'ont pratiquée très abondamment au Viêt-nam. Leurs adversaires ne sont pas non plus innocents. Le régime stalinien l'a employée au même titre que le régime hitlérien. Dans l'U.R.S.S. actuelle, les hôpitaux psychiatriques pratiquent une forme raffinée de torture psychologique et on peut en dire autant des prisons chinoises.

2. Il n'existe aucune essence biologique ou idéologique qui immunise contre ce fléau dont nos pères avaient cru débarrasser l'Europe à la fin du XVIII^e siècle. En particulier, le fait pour un particulier, ou pour un État, d'être juifs ne les protège pas *a priori* contre le risque de devenir tortionnaire. Les arguments que j'ai souvent entendus en Israël du style : « Nous sommes juifs. Comment pouvez-vous penser que nous torturons ? » sont totalement dénués de valeur.

3. Il est cependant vrai qu'il y a une éthique

juive qui s'oppose à la torture, comme s'y oppose la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Cette situation ne donne pas le privilège de l'impunité, mais impose des devoirs. Les fidélités croisées qui sont les nôtres, à nous Juifs français, multiplient nos devoirs. Français, émancipés par la Révolution, nous nous devons de rappeler les valeurs révolutionnaires à ceux qui les violaient cyniquement à Alger et qui agissaient en notre nom.

Nous sommes juifs et l'État d'Israël n'est cependant pas notre État, mais il prétend parler au nom du judaïsme tout entier et cela nous impose aussi des devoirs, et d'abord celui de ne pas accepter sans critique n'importe quelle déclaration de principe, n'importe quel démenti.

4. Parmi les causes qui ont favorisé le développement moderne de la torture, il y a d'une part la guerre des partisans, de l'autre le racisme. On torture un homme ou une femme pour lui extorquer des renseignements : adresses, cachette d'armes, etc. ; on le (la) torture aussi parce qu'on estime qu'il (qu'elle) appartient par essence à une catégorie autre que la sienne : parce qu'il est noir, ou juif, ou jaune et que le tortionnaire, lui, est un homme. On devient aussi un tortionnaire lorsqu'on estime détenir la vérité : tous ceux qui ne pensent pas comme vous sont dans l'Erreur et l'Erreur doit être extirpée. Ces trois facteurs, les deux premiers surtout, existent en Israël et dans les territoires occupés.

5. Venons-en maintenant à la question décisive. Israël est accusé, dans l'enquête publiée par le *Sunday Times*, de pratiquer systématiquement la torture contre des prisonniers arabes. Les enquêteurs ont interrogé 44 Arabes, dont la plupart vivent encore aujourd'hui dans les territoires occupés. Ils ont, dans toute la mesure du possible, cherché à vérifier leurs affirmations. Ils ont, quoi qu'on en ait dit, examiné aussi les contre-affirmations israéliennes. Leur con-

clusion est que tous les services de sécurité sont impliqués dans ces pratiques, qu'il existe au moins six centres où les tortures les plus diverses sont administrées et que les responsabilités sont bien plus élevées que les échelons locaux.

Ces conclusions sont-elles justes ? Je crois pour ma part que oui et voici pourquoi.

6. On entend couramment dire en Israël et hors d'Israël dans les milieux pro-israéliens inconditionnels que, certes, des « bavures » peuvent se produire, que tel policier ou soldat marocain (bien sûr !) peut se comporter comme une brute mais que la torture n'est pas un système. Cette thèse est, je le crois, tout à fait fautive et cela pour trois raisons majeures. La première raison est évidemment l'ampleur et la cohérence du témoignage des victimes. J'ai moi-même interrogé l'une d'entre elles à Ramallah en 1975. Que tel ou tel témoignage puisse être discuté ne fait pas de doute. Que les affirmations de tel ou tel avocat n'emportent pas toujours la conviction est évident et naturel ; mais il est impossible que tout soit inventé.

La seconde raison se trouve dans la législation israélienne elle-même. Celle-ci, héritée des Britanniques, permet de détenir un suspect, sans procès, sans présence d'un avocat, aussi longtemps que l'autorité militaire le souhaite. Dans un des cas étudiés par les enquêteurs du *Sunday Times*, la victime a été détenue, sans procès, pendant deux ans et demi. La Croix-Rouge a, certes, pu visiter les prisons, elle n'a pas pu visiter les locaux de police, les camps militaires et les centres d'interrogatoires comme le « bloc russe » de Jérusalem. Enfin et surtout, si la torture était un phénomène secondaire, le gouvernement israélien pourrait le montrer à la face du monde en faisant juger publiquement et contradictoirement les quelques « brebis galeuses » qui violeraient ses instructions formelles. Parallèlement, il nommerait une commission d'enquête, indépendante, réellement, qui aurait à faire la lumière. Il a certes admis la visite d'enquêteurs, mais le gouvernement Guy Mollet en

avait fait autant. Il n'a pas permis que la vérité éclate. Il ne l'a pas permis parce qu'il est coupable¹.

Telle est ma conclusion dont je prends la responsabilité. A chacun de prendre aussi les siennes et, quand je dis « chacun », je pense d'abord à ceux qui parlent au nom du judaïsme français².

1. Pour une actualisation de cette question, voir AMNESTY INTERNATIONAL, *Report 1979*, Londres, p. 161-164, dont les conclusions ne poussent pas à un optimisme excessif. Le fait que le gouvernement israélien, pour se défendre, explique que le Comité international de la Croix-Rouge est autorisé à rencontrer les détenus en garde à vue... dès le 14^e jour qui suit leur arrestation ne semble pas attester un souci bien grand d'empêcher les « abus ».

2. Ils se sont tus ; seules des voix isolées comme celle de W. Rabi se sont exprimées.

6. Arafat et Begin (1979)

Si j'en crois *Le Monde* daté du 27 novembre, la communauté juive française manifesterait une extrême émotion à l'annonce, réelle ou supposée, de la venue en France de M. Yasser Arafat. Je ne partage pas cette émotion, et je ne sais du reste pas très bien qui a le droit de parler au nom d'une communauté dont le caractère pluraliste est peut-être l'aspect le plus frappant.

M. Arafat, dit-on volontiers, est un assassin que certains n'hésitent pas à comparer à Hitler. S'il s'agit de recevoir des assassins, c'est une chose à laquelle les États sont fort accoutumés. Pour me borner à quelques exemples bien connus, MM. Brejnev, Hua Guo-feng, Kissinger, Nixon, sont des hommes qui ont été reçus, ou sont encore reçus, un peu partout. Il est même arrivé que le gouvernement français ait compté dans son sein des criminels de guerre. C'est là le risque du métier d'homme d'État : on est exposé à tuer et à recevoir des tueurs.

En l'espèce, ce qui me frappe, ce sont les ressemblances qui existent entre deux hommes qui sont l'un et l'autre traités en chefs d'État (mais pas par les mêmes États, généralement) : M. Yasser Arafat et M. Menahem Begin. Tous deux sont avant tout des dirigeants nationalistes. Tous deux ont dirigé, ou dirigé, des activités terroristes clandestines ou ouvertes. Certaines des tueries organisées par l'O.L.P. ont été particulièrement horribles, mais M. Begin fut un des responsables, en avril 1948, du massacre de Deir-Yassin, et l'on ne peut pas dire que ses artilleurs épargnent systématiquement les populations civiles du Sud-Liban.

J'accorde cependant que des différences entre les deux hommes existent, et elles ne vont pas toutes dans le même sens. M. Begin est un homme plus courtois et plus « distingué » que M. Arafat, et, comme il dispose de bombardiers, il n'a pas besoin de porter une mitraillette au côté. M. Begin est porteur d'une culture qui fait partie de notre culture, et il parle¹ au nom d'un groupe humain qui a souffert de crimes indicibles, dont l'immonde campagne actuelle pour nier l'existence des chambres à gaz ne saurait faire oublier la réalité. M. Arafat n'est pas, que je sache, responsable de ces crimes, et s'il y a eu un dirigeant palestinien (le grand mufti de Jérusalem) aux côtés d'Hitler, les complices français de ce chef d'État ont été plus nombreux et plus efficaces. M. Arafat n'est certainement pas le porteur de la révolution mondiale comme l'ont cru de naïfs esprits ; il représente un univers complexe où se combinent une revendication nationale authentique, le poids du tiers monde et celui du pétrole ; pour n'importe quel gouvernement, c'est un interlocuteur normal.

Entre M. Begin et M. Arafat, il y a cependant une autre complémentarité : il arrive à M. Arafat de revendiquer toute la Palestine mandataire, ce qui impliquerait la disparition d'Israël ; M. Begin occupe, lui, *effectivement* la totalité de la Palestine du mandat, qu'il appelle Eretz Israël, ce qui implique, en droit comme en fait, le refus de l'autodétermination pour le peuple palestinien. Il va sans dire que l'une et l'autre de ces politiques sont dangereuses, génératrices d'explosions, et que, entre la Palestine et Israël, il faudra bien qu'il y ait une frontière ; cette frontière ne tombera pas du ciel monothéiste, mais résultera de négociations.

C'est pourquoi je ne vois qu'un reproche à faire

1. Plus exactement : il prétend parler (note d'octobre 1980).

au gouvernement français : s'il invite à Paris M. Yasser Arafat, il devrait en profiter pour inviter en même temps M. Menahem Begin, ce qui permettrait à ces deux hommes de se rencontrer, puisque, en tout état de cause, il faudra bien en passer par là.